1 VIII 195

MTL. L.6288/2.

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 13 juin 1958, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif au tarif des droits d'entrée", a donné le 11 juillet 1958 l'avis suivant :

KØNINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 13e juni 1958 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende het tarief van invoerrechten", heeft de 11e juli 1958 het volgend advies gegeven :

L'arrêté royal du 21 septembre 1957, le premier des deux arrêtés que l'article 2 du projet de loi concerne, exécute en Belgique diverses mesures prises par le conseil spécial de ministres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, au cours de sa session du 9 juillet 1957.

Cette décision n'est toutefois connue du Conseil d'Etat que sous la forme de la note introductive du secrétariat du conseil spécial de Ministres, établie le 27 juin 1957, qui proposait les mesures que le conseil a arrêtées. C'est sur ce document que le Conseil d'Etat a dû fonder son examen.

Il ressort de cet examen que le conseil spécial de ministres semble avoir adopté la proposition de la commission de coordination relative aux positions 73. 15. 1. IV c , B. IV d et 73.10 D, et les a libellées d'une manière qui marque que ressortissent au marché commun les barres et profilés en acier allié ou en acier fin au carbone, qui sont simplement plaqués.

Ce libellé n'est exactement repris ni dans le seizième protocole à la convention douanière entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, ni dans le tableau I, annexé à l'arrêté royal du 21 septembre 1957. Les mots "de métaux communs" ont été ajoutés après les mots "simplement plaqués".

.../...

Le délégué du Gouvernement explique cette discordance par le fait que le conseil spécial de ministres a entendu modifier la nomenclature de Bruxelles de 1950, alors que celle-ci n'est pas encore d'application dans notre pays.

\+

\+ +

L'arrêté royal du 31 janvier 1958, que le Gouvernement se propose de soumettre à la ratification des Chambres législatives, modifie, à l'article 1er, le tarif des droits d'entrée pour des produits de la catégorie acier et détermine, en son article 3, certaines suspensions de droits d'entrée qui seront d'application jusqu'au 31 décembre 1958.

Il a été pris, comme l'exposé des motifs du projet le rappelle, en vertu des pouvoirs que le Roi puise dans l'article 2 de la loi du 5 septembre 1947 approuvant la convention douanière entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, signée à Londres le 5 septembre 1944, et le protocole à cette convention, signé à La Haye le 14 mars 1947.

Les modifications au tarif des droits d'entrée ont de plus fait l'objet du 17e protocole à la convention douanière précitée, qui a été signé à La Haye le 12 février 1958.

.../...

Les modifications et les suspensions de droits ont été arrêtées conformément aux articles 3 et 7 de la convention du 5 septembre 1944, telle que celle-ci a été précisée et interprétée par le protocole du 14 mars 1947. L'accord des ministres résulte d'un échange de lettres datées des 8, 18 et 20 janvier 1958.

L'exposé des motifs ajoute que la liste détaillée des droits de douane harmonisés qui devaient être appliqués sur l'acier, dans les six Etats membres, à partir du 10 février 1958, a été approuvée par le conseil spécial de ministres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et que la suspension partielle des droits sur les fontes au vanadium et au titane, ainsi que sur les tôles magnétiques, résulte d'une décision de ce même conseil.

Ces décisions ont été prises lors de la 46ème session tenue à Luxembourg, le 19 novembre 1957. Celle qui concerne la réduction de droits ne vaut que pour le premier semestre de l'année 1958.

On ne peut discerner exactement à la lecture des documents, les dispositions du traité et de ses annexes auxquelles les décisions doivent être rattachées. Sans doute procèdent-elles de l'article 72 du traité qui habilite le conseil spécial de ministres à fixer, sur la proposition de la Haute Autorité, d'une part, des taux minima de droits d'entrée au-dessous desquels les Etats membres de la Communauté se sont engagés à ne pas abaisser leurs droits d'entrée à l'égard des pays tiers et, d'autre part, des taux maxima au-dessus desquels les Etats ont pris l'engagement de ne pas les élever. Si c'est le cas, en décidant quels seraient les droits de douane harmonisés applicables à partir du

.../...

10 février 1958 ainsi que la suspension partielle de droits d'entrée pour le 1er semestre de 1958, le conseil spécial de ministres aurait opté pour une interprétation de l'article 72 allant au delà de la lettre de celui-ci.

En fixant pour les produits repris à la position 710 b 6 A I du tarif, un contingent semestriel, la décision procèderait toutefois aussi, comme le rappelle d'ailleurs le préambule de l'arrêté royal du 31 janvier 1958, du § 15 de la convention transitoire. Elle semble, à cet égard, soit impliquer que ce paragraphe de la convention transitoire sortirait des effets d'ailleurs élargis, après l'expiration de la période transitoire le 10 février 1958, soit que selon l'appréciation du conseil des ministres la méthode des contingents tarifaires mériterait d'être maintenue et généralisée.

D'autre part, l'article 3 de l'arrêté royal du 31 janvier 1958 dispose que la réduction des droits sur les fontes au titane et au vanadium, ainsi que sur les tôles magnétiques, sera en vigueur pendant la période du 10 février au 31 décembre 1958, alors que la décision du conseil spécial de ministres n'avait prévu cette réduction que pour le 1er semestre 1958.

Cette décision du conseil spécial de ministres relate qu'elle est issue de l'accord unanime des membres du conseil agissant en qualité de représentants de leur Gouvernement. Il doit logiquement s'ensuivre que les gouvernements des Etats membres de la Communauté adhèrent aux mesures prises et, partant, à l'interprétation que le conseil spécial

.../...

de ministres a donnée aux dispositions du traité et de ses annexes. La Belgique, pour sa part, a décidé d'exécuter la décision jusqu'à la fin de 1958, c'est-à-dire pendant une période plus longue qu'il n'avait été prévu.

Il y aurait à tous égards un intérêt considérable à ce que les Etats intéressés puissent connaître par les décisions elles-mêmes, les dispositions du traité et de ses annexes auxquelles elles se rattachent.

Il est possible que des observations semblables puissent être faites à propos de l'arrêté royal du 21 septembre 1957, relativement à la décision du conseil spécial de ministres du 9 juillet 1957. Le Conseil d'Etat ne peut s'en rendre compte, faute d'avoir pu prendre connaissance du document portant la décision du conseil.

Het koninklijk besluit van 21 september 1957, het eerste van de twee in artikel 2 van het ontwerp van wet genoemde besluiten, geeft in België uitvoering aan diverse maatregelen welke de bijzondere raad van ministers van de Europese Gemeenschap voor kolen en staal in vergadering van 9 juli 1957 heeft getroffen.

Deze beslissing is de Raad van State evenwel maar bekend in de vorm van de inleidende nota van het secretariaat van de bijzondere raad van ministers van 27 juni 1957 waarin de door de raad genomen maatregelen werden voorgesteld. Voor zijn onderzoek is de Raad van State van deze nota moeten uitgaan.

Na onderzoek is gebleken dat de bijzondere raad van ministers schijnt te zijn ingegaan op het voorstel van het coördinatiecomité met betrekking tot de posten 73.15.1.IV d, B. IV d, en 73.10 D, en deze posten zo heeft geformuleerd dat uit hun bewoordingen naar voren treedt dat staven en profielen van gelegeerd staal of van koolstofstaal, die enkel geplateerd zijn onder de gemeenschappelijke markt vallen.

Noch het zestiende protocol bij de Belgisch-Luxemburgs-Nederlandse douaneovereenkomst, noch de bij het koninklijk besluit van 21 september 1957 gaande tabel I hebben echter die bewoordingen juist overgenomen. Aan de woorden "enkel geplateerd" zijn gewoon de woorden "met onedele metalen" toegevoegd.

.../...

Dit gemis aan overeenstemming is volgens de gemachtigde van de Regering hierdoor te verklaren, dat de bijzondere raad van ministers de nomenclatuur van Brussel van 1950 heeft willen wijzigen, al is deze hier te lande nog niet van toepassing.

\+

\+ \+

Het koninklijk besluit van 31 januari 1958 dat de Regering zich voorneemt aan de Wetgevende Kamers ter bekrachtiging voor te leggen, wijzigt in artikel 1 het tarief van invoerrechten ten aanzien van bepaalde produkten van de staalgroep en vaardigt in artikel 3 sommige tot 31 december 1958 geldende schorsingen van invoerrecht uit.

Zoals de memorie van toelichting bij het ontwerp erop wijst, is dat besluit tot stand gekomen krachtens de bevoegdheid welke de Koning ontleent aan artikel 2 van de wet van 5 september 1947 tot goedkeuring van de douaneovereenkomst tussen België, Luxemburg en Nederland, gesloten te Londen op 5 september 1944 en het tot deze overeenkomst behorend protocol, ondertekend te 's-Gravenhage op 14 maart 1947.

De wijzigingen in het tarief van invoerrechten vormden bovendien het onderwerp van het op 12 februari 1958 te 's-Gravenhage ondertekende 17e protocol bij voornoemde douaneovereenkomst.

.../...

Wijzigingen en schorsingen van invoerrecht zijn vastgesteld overeenkomstig de artikelen 3 en 7 van de overeenkomst van 5 september 1944, zoals deze is verduidelijkt en uitgelegd door het protocol van 14 maart 1947. De overeenstemming tussen de Ministers blijkt uit een briefwisseling van 8, 18 en 20 januari 1958.

De memorie van toelichting verklaart verder dat de omstandige lijst van de geharmoniseerde rechten die door de zes deelnemende Staten met ingang van 10 februari 1958 op staal moesten worden toegepast, door de bijzondere raad van ministers van de Europese Gemeenschap voor kolen en staal is goedgekeurd en dat de gedeeltelijke schorsing van rechten op vanadium en titaangietijzer alsook op dynamo- en transformatorplaten voortvloeit uit een beslissing van dezelfde raad.

Deze beslissingen zijn genomen tijdens de op 19 november 1957 te Luxemburg gehouden 46e zitting. Die betreffende de vermindering van rechten geldt maar voor het eerste halfjaar van 1958.

Bij de lezing van de documenten kan bezwaarlijk worden uitgemaakt, aan welke preciese bepalingen van verdrag en bijlagen de beslissingen juist moeten worden vastgekoppeld. Ongetwijfeld steunen zij op artikel 72 van het verdrag dat de bijzondere raad van ministers machtigt tot het vaststellen, op voorstel van de Hoge Autoriteit, enerzijds, van minimumtarieven beneden welke de deelnemende Staten zich hebben verbonden hun invoerrechten tegenover derde landen niet te verlagen en, anderzijds, van maxi-

.../...

mumtarieven boven welke zij zich hebben verbonden deze rechten niet te verhogen. In dit geval zou de bijzondere raad van ministers zich, door te beslissen welke geharmoniseerde douanerechten met ingang van 10 februari 1958 toepasselijk zijn en met de beslissing dat de invoerrechten voor het eerste halfjaar van 1958 gedeeltelijk worden geschorst, uitgesproken hebben voor een ruimere interpretatie van artikel 72 dan de letter van dit artikel toestaat.

Bij het vaststellen van een halfjaarlijkse contingentering voor de in post 710 b 6 A I van het tarief genoemde produkten, steunt de beslissing echter ook, zoals de aanhef van het koninklijk besluit van 31 januari 1958 overigens in herinnering brengt, op § 15 van de overeenkomst met betrekking tot de overgangsbepalingen. In dit opzicht schijnt de beslissing impliciet te aanvaarden of wel dat deze paragraaf ook na het einde van de overgangsperiode die op 10 februari 1958 is verstreken, een overigens verruimde uitwerking kan hebben, of wel dat de methode der tariefcontingentering naar het oordeel van de raad van ministers instandhouding en veralgemening verdient.

Anderzijds bepaalt artikel 3 van het koninklijk besluit van 31 januari 1958 dat de vermindering van rechten op titaan- en vanadiumgietijzer, alsook op dynamo- en transformatorplaten zal worden toegepast voor de periode gaande van 10 februari tot 31 december 1958, terwijl die vermindering volgens de beslissing van de bijzondere raad van ministers maar geldt voor het eerste halfjaar van 1958.

.../...

Deze beslissing van de bijzondere raad van ministers vermeldt dat zij tot stand is gekomen met eenstemmig goedvinden van de leden van de raad, handelend als vertegenwoordigers van hun onderscheiden Regeringen. Logisch betekent dit dat de Regeringen van de aan de gemeenschap deelnemende Staten instemmen met de getroffen maatregelen, en dientengevolge, met de interpretatie die de bijzondere raad van ministers aan de bepalingen van verdrag en bijlagen heeft gegeven. België, zijnerzijds, heeft besloten de beslissing uit te voeren tot einde 1958, dit is gedurende langere tijd dan overeengekomen was.

Van zeer groot belang zou het in ieder opzicht zijn, dat de betrokken Staten uit de beslissingen zelf kunnen opmaken, bij welke bepalingen van verdrag en bijlagen die beslissingen aansluiten.

Het is niet onmogelijk dat bovenstaande bedenkingen, ten aanzien van het koninklijk besluit van 21 september 1957 ook gelden voor de beslissing van de bijzondere raad van ministers van 9 juli 1957. Aangezien hij geen inzage heeft gehad van het document houdende de beslissing van de raad, kan de Raad van State zich daarvan evenwel niet vergewissen.

---

a chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
essieurs :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat,	président,
e Heren :		raadsheer van State,	voorzitter,
	L. MOUREAU,	conseillers d'Etat,	
	G. HOLOYE,	raadsheren van State,	
	P. COART-FRESART,	assesseurs de la section de législation,	
	Ch. VAN REEPINGHEN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	C. ROUSSEAUX,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.F.LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M.G.PIQUET, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.F.LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H.G.PIQUET, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C.ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F.LEPAGE.